

Mende, le 14 décembre 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS,
APPEL À LA GRÈVE ET À LA MANIFESTATION LE 19 DÉCEMBRE 2017

L'intersyndicale appelle les agents de la DDFiP 48 :

- à se mettre en grève massivement le 19 décembre,
- à rejoindre le rassemblement qui se tiendra à partir de 10h00 sur le parking de la direction (rue de Chanteronne)
- et à participer à la manifestation qui se rendra à la Préfecture de Lozère (une demande d'audience a été déposée auprès de Madame la Préfète).

Le 16 novembre dernier, nos bureaux nationaux nous ont informés de la suppression de 9 emplois (6 B et 3 C) à la DDFiP48 pour 2018.

Selon les documents adressés le 11/12/2017 par la direction locale, la répartition de ces suppressions d'emplois est la suivante :

- 1 emploi de catégorie B et 1 emploi de catégorie C à la Direction ;
- 1 B et 1 C à l'Équipe Départementale de Renfort ;
- 1 B au SIP de Mende et 1 B au SIE de Mende ;
- 1 B à la Paierie départementale ;
- 1 B à la Trésorerie de Saint-Chély D'Apcher ;
- 1 C au SIP de Marvejols.

Cette année encore, la DDFiP48 paie un lourd tribut à la réduction des déficits publics.

En juillet 2011, au moment de la fusion impôts-trésor, la DDFiP48 **comptait 206 agents.**

Au 1er septembre 2018, **ils ne seront plus que 161 ce qui portera à 45 le nombre d'emplois détruits en 7 ans.**

Années	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	totaux
Emplois supprimés	4	2	2	5	6	7	10	9	45

Face à cette escalade, l'intersyndicale appelle les agents à exprimer de manière forte leur colère et leur refus de cette situation qui, si les suppressions d'emplois s'accroissent encore d'ici la fin du quinquennat, **signifient la fin de notre administration dans le département et la mobilité forcée pour la plupart des personnels.**

D'après nos informations, la DGFIP devrait subir **encore 18 000 suppressions d'emplois dans le 4 années à venir**, et la déclinaison au plan local pourrait se traduire par la disparition de 40 autres postes.

Les usagers lozériens sont largement pénalisés par ces décisions dont une des premières conséquences est la réduction des horaires d'ouverture au public, faute de personnels en nombre suffisant pour assurer l'accueil. Les services mendois ferment deux après-midi par semaine. Ailleurs, ce sont 3 après-midi par semaine, et au Collet de Dèze, l'ouverture n'est possible qu'une matinée par semaine.

La volonté de la Direction Générale est de contraindre le public à recourir principalement aux nouvelles technologies et de se tourner vers les centres d'appels ou les centres de contacts. Or, ces derniers souffrent eux aussi de plus en plus souvent de vacances d'emploi (l'industrialisation des tâches d'information qui y est pratiquée ne les rend pas attractifs) et la formation professionnelle délivrée aux agents de ces plate-formes est insuffisante. Au final, les contribuables sont renvoyés vers leur centre des finances publiques de rattachement qui ne sont pas en capacité de traiter tous les appels reçus, et pour cause : on y a supprimé des emplois au prétexte du transfert de la mission de renseignement vers les centres d'appel !!!

A ce constat désastreux, il faut ajouter la disparition ininterrompue des missions de la DDFiP 48. Après le transfert de certaines missions (contentieux juridictionnel, évaluations domaniales vers le Gard ; contrôle fiscal vers Toulouse) et la mise en place de compétences croisées avec l'Aveyron (en clair : du troc de missions), prochainement, au 1^{er} janvier 2019, la gestion RH des agents de la DDFiP48 sera assurée par le Centre de Clermont-Ferrand. Et récemment, nous avons appris, (de manière fortuite), que la DGFIP avait lancé début décembre un appel d'offre pour faire appel à un prestataire privé afin d'assurer l'assistance téléphonique des usagers sur le Prélèvement A la Source ! Les agents sont désormais interchangeables et remplaçables par des télé-conseillers qui suivront un script, sans rien connaître de la fiscalité.

A ce rythme il ne restera bientôt plus rien dans le département !

Par notre mouvement nous voulons alerter la population, les élus et les pouvoirs publics locaux sur l'érosion continue de nos missions et la fin programmée du service public fiscal et foncier et de la gestion des comptes publics en Lozère. Ce scénario, c'est l'abandon du principe d'égalité entre les citoyens, c'est accepter le déséquilibre entre les territoires, menacer la cohésion sociale.

Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations, le maintien des emplois et la ré-allocation des emplois supprimés par la DGFIP dans le département de la Lozère, le maintien de toutes les missions de la Direction Départementale des Finances Publiques et leur renforcement, une amélioration réelle des conditions de vie au travail et des moyens pour rendre un meilleur service à l'utilisateur.

Contacts :

Solidaires Finances Publiques
Désiré ROPERS
06 62 53 59 32

CGT Finances Publiques
Isabelle COSTES
04 66 42 51 64

FO DGFIP
Nathalie DOULCIER
04 66 42 51 57